

Questions au Feuilleton

[Texte]

LES PROGRAMMES D'AIDE AUX UNIVERSITÉS

Question n° 1065—**M. Howie:**

1. Quels programmes sont destinés à financer la construction d'immeubles universitaires ou la fourniture d'équipement, de matériel pédagogique ou d'autres installations?

2. Quels programmes visent à aider le personnel enseignant des universités à se perfectionner et à parfaire leur carrière pédagogique?

3. Existe-t-il une aide semblable pour les enseignants du niveau primaire et secondaire?

(Le document est déposé.)

LES PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOI

Question n° 1487—**M. Kempling:**

1. Combien le gouvernement dépensera-t-il pour la création d'emplois cet hiver?

2. Combien *a)* d'emplois, *b)* de jours-hommes de travail seront créés?

3. Quel revenu ces emplois rapporteront-ils directement au gouvernement?

4. Quels seront les effets bénéfiques directs de ces emplois sur l'économie?

5. Combien de Canadiens travaillent dans des établissements de *a)* moins de 10 employés, *b)* moins de 25 employés, *c)* moins de 50 employés, *d)* moins de 100 employés, *e)* moins de 200 employés, *f)* plus de 500 employés?

6. Combien de personnes détiennent un emploi au Canada?

7. Combien de sociétés ont un chiffre d'affaires *a)* de moins de \$250,000, *b)* entre \$250,000 et \$500,000, *c)* entre \$500,000 et \$1,000,000, *d)* entre \$1,000,000 et \$2,000,000, *e)* entre \$2,000,000 et \$5,000,000, *f)* de plus de \$5,000,000?

8. Quel pourcentage du capital emprunté par les sociétés mentionnées à la partie 7 est affecté, *a)* aux stocks, *b)* aux hypothèques, *c)* à d'autres fins?

(Le document est déposé.)

* * *

[Traduction]

QUESTION MARQUÉE D'UN ASTÉRISQUE

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, auriez-vous l'obligeance d'appeler la question n° 2206 marquée d'un astérisque?

[Texte]

*LES FORCES ARMÉES CANADIENNES—TERRE-NEUVE

Question n° 2206—**M. Jones:**

1. Des unités des Forces armées canadiennes se trouvent-elles à Terre-Neuve et, dans l'affirmative, combien?

2. Le gouvernement et l'État-major se sont-ils penchés sur la position stratégique de cette province à des fins de défense de même que pour assurer la surveillance et le respect de la souveraineté canadienne et, dans l'affirmative, *a)* de quelle façon, *b)* dans quelle mesure ont-ils étudié la possibilité de créer des bases militaires (aviation, armée et marine) importantes dans cette province?

3. Sont-ils au courant que le gouvernement français a annoncé son intention d'augmenter ses installations portuaires et aéroportuaires dans les îles de Saint-Pierre et Miquelon et, dans l'affirmative, *a)* quelle est l'attitude du gouvernement à cet égard, *b)* quelle en sera l'incidence sur les industries canadiennes de la défense et de la pêche?

4. Le gouvernement a-t-il récemment envisagé la possibilité d'acheter ces îles de la France et, dans l'affirmative, *a)* quand, *b)* dans la négative, quelles sont ses intentions à cet égard?

[Traduction]

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Les ministères de la Défense nationale et des Affaires extérieures m'informent comme suit: 1. Oui, 25.

[M. Goodale.]

2. *a)* Les plans de défense du Canada et des pays alliés tiennent parfaitement compte de l'importance stratégique de la côte Atlantique du Canada, y compris, bien entendu, celle de la côte de Terre-Neuve, relativement aux opérations de défense de l'Atlantique Nord et à la protection de la souveraineté des eaux limitrophes canadiennes. La valeur stratégique de Terre-Neuve, notamment en ce qui a trait à la défense aérienne et à la surveillance maritime, se traduit d'ailleurs concrètement par l'emploi opérationnel régulier des installations situées dans cette province aux fins susmentionnées. *b)* Nous n'avons pas l'intention pour le moment d'installer de nouveaux établissements militaires d'importance à Terre-Neuve puisque nos bases actuelles dans les Maritimes répondent très bien aux besoins militaires courants.

3. Oui. *a)* Les améliorations aux installations de l'aéroport et du port de St-Pierre relèvent exclusivement des autorités françaises. Toutefois, vu que le développement de l'aéroport rendrait possible l'accès aux îles par de petits avions à réaction commerciaux canadiens, le gouvernement s'en réjouirait. *b)* Il n'y aura aucun effet au niveau de la défense du Canada. Vu les arrangements provisoires de pêche actuellement en vigueur entre le Canada et la France, il n'y aura pas non plus d'effets sur l'industrie canadienne de la pêche.

4. Non. Ces îles sont un département d'outre-mer de la République française et ne sont pas à vendre.

[Traduction]

M. l'Orateur: Les autres questions restent-elles au Feuilleton?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Passons à l'ordre du jour.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES VOIES ET MOYENS

LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

L'ordre du jour appelle. Les voies et moyens:

6 mai 1977—Prise en considération d'une motion de voies et moyens relative à la loi modifiant la loi sur la taxe d'accise—Le ministre des Finances

M. l'Orateur: Le député de New Westminster (M. Leggatt) invoque le Règlement.

M. Leggatt: Monsieur l'Orateur, j'avais cru que le bill C-51 serait appelé aujourd'hui, mais le leader du gouvernement à la Chambre aura changé d'idée. Je voulais informer Votre Honneur que j'ai l'intention de contester quelques aspects du fond même du bill C-51, et je demanderai à Votre Honneur de décider s'il y a lieu d'en retrancher certaines parties. Ce n'est peut-être pas le moment de commencer à exposer mon point de vue aujourd'hui, mais si Votre Honneur le désire, je serai heureux de le faire. Je veux simplement avertir Votre Honneur que nous avons l'intention de soutenir que le bill, tel que proposé en première lecture, ne respecte pas les formes.